

LE « PLAN » ECONOMIQUE DE GAULLE-PINAY

La France qui après la Grande-Bretagne a été l'un des premiers pays où le capitalisme a pris un essor considérable se trouve aujourd'hui dépassée économiquement par des pays plus neufs, plus industrialisés, qui ont pu accomplir une modernisation de leur capital constant, tels les USA et l'Allemagne. Chercher les raisons de cette dégradation est une œuvre de l'histoire économique de ces deux derniers siècles. La bourgeoisie ne veut pas les révéler franchement, car pour éviter des conclusions trop matérialistes, elle s'empêtrera dans de trop grandes contradictions. Cette situation d'infériorité qui la rend trop dépendante des autres grandes unités économiques mondiales, la gêne, et elle essaie d'y remédier par des mesures où le remède est parfois pire que le mal.

La bourgeoisie a pleinement conscience, tout en le niant, que le mode de production dont elle est maîtresse correspond de moins en moins à la réalité technique, et au développement économique. De vieux économistes libéraux, et des bourgeois moyens, rêvent encore de cette période euphorique du capitalisme qui correspond au libéralisme précédant la première guerre mondiale. Mais la bourgeoisie consciente sait qu'il ne s'agit là que d'utopies et trouve dans ces idées libérales précédant la première guerre mondiale, un bon prétexte pour faire payer aux classes opprimées les frais de ses visées économiques.

Le nouveau gouvernement ultra-réactionnaire vient de prendre une série de mesures dont les conséquences sociales désastreuses pour les salariés se fera sentir plus ou moins directement et à plus ou moins longues échéances, et dont nous nous bornerons à énumérer que les principales.

1° Hausse des prix et budget 1959

Comme cadeau de l'an les salariés se voient gratifiés d'une augmentation quasi-générale des produits alimentaires, des P.T.T., des alcools, vins, tabacs, loyers, transports, gaz, électricité, charbon, etc..., soit directement soit par le relèvement du taux de la T.V.A. et des taxes indirectes; dans certains secteurs le recul de l'âge de la retraite est à l'étude, et l'on sait qu'en ce qui concerne la diminution des avantages sociaux les promesses et les réalités se suivent de près.

Le régime de la Sécurité Sociale, part importante des budgets de la classe ouvrière, se trouve amputé profondément. Produits non remboursables, ou remboursables à 60 % au lieu de 80, et ce jusqu'à concurrence d'un plafond semestriel de 3.000 francs. En outre les crédits d'installations sanitaires sont abaissés.

Les hausses s'ajoutent à celles destinées à réduire l'impasse budgétaire de 600 milliards, qui subsistera malgré tout pour un montant de 587 milliards par suite de l'augmentation des dépenses militaires (131 milliards) et de la course dans le domaine atomique.

L'équilibre de l'impasse est réalisé par une suppression des subventions antérieurement accordées à certaines entreprises vitales pour l'économie (S.N.C.F., Métrobus, Houillères, Agricoles, E.D.F., etc...), par une très légère augmentation de l'impôt sur les Bénéfices industriels et commerciaux, 47,6 à 50 % et de la taxe R. V. M. de 19,8 à 22 %. Ces dernières se trouvent contre-balancées par la possibilité de réévaluer leur bilan (les amortissements devenant plus lourds pourront venir diminuer l'assiette des bénéfices industriels et commerciaux), abolition de la taxe sur les réserves et les superbénéfices, les droits de mutation immobilières, et de cessions de parts sont abaissés de 16 à 4,2 %. Les sanctions prises contre les spéculateurs sont ignorées, Pinay invoquant ici les difficultés du recouvrement.

L'élaboration de l'impôt sur les signes extérieurs de richesses va permettre, s'il est appliqué à la lettre, qu'un salarié, touchant 600.000 de revenus et habitant un logement à loyer de 8.500

par mois, paie sur une assiette de plus de 800.000 francs.

Quant aux problèmes urgents de l'enseignement et de l'habitat, ils ne trouvent auprès des services financiers que peu de place.

2° Dévaluation

Le franc vient d'être à nouveau dévalué par rapport aux monnaies étrangères. Le but avoué est de favoriser les exportations et la production nationale.

Voyons de plus près le mécanisme. Soit une marchandise française vendue aux U.S.A. 100.000 francs à une époque où le dollar valait 400 frs. Cette marchandise se vendait donc 250 dollars. La dévaluation ramenant le dollar à 500 francs, cette marchandise ne se vend plus aux U.S.A. que 200 dollars. L'exportation française se trouve donc avantagée. Inversement les produits importés vont devenir plus chers. Donc la dévaluation est une cause inéluctable de hausse des prix intérieurs. Aussi une dévaluation n'est favorable pour les échanges avec l'étranger que très provisoirement. Des opérations similaires ont démontré que quelques mois après, la situation des exportations et importations restait sur le même plan.

Dans le domaine social la dévaluation appauvrit les titulaires de revenus fixés (salariés, artisans, classes moyennes) par suite de la hausse des prix; elle permet à l'Etat de rembourser ses créanciers en une monnaie dévaluée d'alléger la dette publique. Les économistes bourgeois enseignent que le gouvernement ne se décide pas de gaité de cœur à la réaliser et qu'elle n'est que « la consécration juridique d'un état de fait ». Il faut dévaluer pour exporter car les prix intérieurs sont trop élevés. Mais puisque le commerce extérieur ne s'améliore pas, pourquoi le gouvernement dévalue-t-il la monnaie nationale? Uniquement pour faire payer le peuple sans l'avouer directement, les impératifs économiques servant de prétexte à la domination de classe.

3° Convertibilité et libre échange

Une véritable fièvre libérale secoue le monde capitaliste, écrit la presse économique bourgeoise, la révolution monétaire est lancée. Mais de quoi s'agit-il? Depuis la première guerre mondiale, les barrières à la libre circulation des marchandises, et des monnaies sur le plan mondial n'ont cessé de se renforcer sous l'impulsion d'intérêts nationaux divergents ou d'infériorités économiques notoires. Toutes les expériences tentées en vue d'y remédier n'ont abouti qu'à la fortification de ces barrières, et à la création d'organismes internationaux et de mesures et règles restrictives (droits de douane, office des changes).

La convertibilité annoncée à grands fracas n'intéresse que la modification et le léger accroissement des tempéraments accordés à la réglementation des changes (il faudra toujours passer par l'office pour obtenir des devises), crédits équipement, échange de devises pour leur propriétaire situé dans une autre zone que celle de la devise en question.

4° « L'intéressement » des ouvriers à la vie de l'entreprise

Pour essayer de calmer les mécontentements des ouvriers que ne manqueront pas de susciter ces décisions, le patronat a ressorti une vieille connaissance, « l'intéressement » des ouvriers à l'entreprise.

Chaque entreprise pourra donc conclure avec les syndicats les plus représentatifs (sans doute la C.G.T. n'en fait pas partie) des contrats où une part des bénéfices pourra être versée aux salariés. Les ouvriers seront invités à participer à la productivité.

Mais à qui vont ces bénéfices et ces titres gracieux? Sans aucun doute en grande partie à ces salariés et à leurs valets qui constituent le personnel dirigeant. Quant aux ouvriers ils ne toucheront que des miettes (une prime par-ci par-là) que les patrons leur retireront par la non-reconnaissance des conventions collectives et de l'échelle mobile des salaires. Ces bénéfices ne seront pas taxables de l'impôt ni passibles de la cotisation de Sécurité Sociale. Que restera-t-il aux ouvriers? La participation à la productivité.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale le capitalisme français a connu le plein emploi. L'absence de chômeurs a favorisé l'élévation des salaires. D'autre part le retrait du salaire unique et le nouveau régime d'allocations familiales montrent le souci de provoquer une prime à la naissance, malgré le chômage qui s'étend et l'absence de logement.

Ainsi la bourgeoisie française, par tous les moyens, essaie de s'élever au niveau de ses voisins, de produire à un meilleur prix. Mais le chemin est encore long des désirs à la réalité. Sur le plan intérieur, des heurts se manifestent déjà de la part de catégories sociales touchées par ces décisions. Les exploitants agricoles se plaignent d'en supporter une grande partie, et de n'avoir pas été consultés. Et, comme l'écrit l'éditorialiste du Monde: « Pour tenir à jamais ce rang international il faudra encore d'autres sacrifices. » Qui les fera? On s'en doute.

Si la bourgeoisie se permet ce coup d'audace ce n'est que parce que la situation politique lui est favorable pour un temps plus ou moins long. Eut-elle osé appliquer ces mesures il y a seulement un an? Cette politique de misère n'est due qu'avec l'accord de la S.F.I.O. dont la direction était entrée de plein pied dans la politique gaulliste et qu'à la politique du P.C.F. et de la C.G.T. incapable de mobiliser les masses, et la jeune génération en particulier. Génération qui devrait être la plus intéressée à la construction d'une société sans classe, seule capable de mener à bien les tâches du développement harmonieux de l'économie, d'éviter les crises endémiques que le capitalisme ne peut enrayer, de poursuivre l'exploitation des richesses naturelles selon un plan d'ensemble d'intérêt général et, non selon le seul désir de quelques groupes financiers n'agissant que lorsqu'il y va de leurs propres intérêts.

MEYMAC.

LES BOLCHEVIKS CONTRE STALINE

comportant:

COURS NOUVEAU, écrit par Léon Trotsky en 1923.

LA PLATE-FORME DE L'OPPOSITION DE GAUCHE, dirigée en 1927 par Trotsky et Zinoviev.

LES « DANGERS PROFESSIONNELS DU POUVOIR », écrit par Ch. Rakovskiy en 1928, alors qu'il était déjà exilé.

Ce volume est mis en vente au prix de 400 francs. Commandes à Pierre Frank, CCP 12648-46 Paris.